

Art. 54. De Inspecteurs van Financiën kunnen hun opdracht op stukken en ter plaatse uitvoeren. Ze hebben toegang tot alle dossiers en archieven en ontvangen van de diensten alle inlichtingen waarom zij vragen.

Onverminderd de bepalingen van het werkingsbesluit van de Regering geven de Inspecteurs van Financiën hun volledige advies binnen een termijn van 10 werkdagen te rekenen van de ontvangst van het volledige dossier. De termijn kan worden gebracht op 20 werkdagen op aanvraag van de Inspectie van Financiën. Bij gebrek aan advies binnen de gestelde termijn kan de betrokken Minister het dossier voorleggen aan de Minister van Begroting.

Zij mogen niet deelnemen aan het beleid noch het beheer van de diensten van de Minister bij wie zij geaccrediteerd zijn en ook geen bevelen geven tot het verhinderen of schorsen van verrichtingen.

In dringende gevallen kunnen de Ministers vragen dat het advies van de Inspecteur van Financiën hun binnen een door hen bepaalde termijn wordt medegedeeld.

Art. 55. Indien een Minister één van de in dit besluit bedoelde voorstellen voorlegt aan de Regering, aan de Minister bevoegd voor de Begroting of aan de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken, voegt hij daar telkens het advies van de Inspecteur van Financiën bij.

Art. 56. Elk besluit vermeldt in de aanhef, met opgave van de datum, het advies van de Inspecteur van Financiën, het akkoord van de Regering, van de Minister bevoegd voor de Begroting of van de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken.

In geval van toepassing van artikel 43 wordt de beslissing van de Minister van Begroting en van de Minister van Ambtenarenzaken vermeld.

Art. 57. De toepassing van de bepalingen van Titel V doet geen afbreuk aan de bepalingen die bij besluit door de Regering worden genomen met het oog op de regeling van haar werking.

TITEL VI. — Slotbepalingen

Art. 58. Het koninklijk besluit van 8 april 1954 ter regeling van de modaliteiten van controle vanwege de inspecteurs van Financiën op sommige instellingen van openbaar nut wordt opgeheven voor de materies bedoeld bij dit besluit.

Art. 59. Het besluit van de Waalse Regering van 28 november 2013 tot organisatie van de interne controle en de interne audit met betrekking tot de begroting en de boekhouding, evenals tot de administratieve en begrotingscontrole wordt opgeheven.

Art. 60. Onder voorbehoud van niet-overeenstemming of van tegenstrijdigheid met de bepalingen van dit decreet, wordt verder toepassing gemaakt van de bepalingen die toepasselijk zijn op de in genoemd decreet bedoelde overheidsbestuursseenheden, van wettelijke en reglementaire aard, met een organieke en statutaire draagwijdte, alsook van de bepalingen vervat in de beheerscontracten of in elke overeenkomst.

Art. 61. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2017.

Art. 62. De Minister van Begroting en van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 8 juni 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Administratieve Vereenvoudiging en Energie,
C. LACROIX

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/204067]

8 JUIN 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon portant organisation de la structure et de la justification du budget des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales et des organismes en Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, les articles 48, § 2, alinéa 2 et 68, 80 et 86 insérés et modifiés par le décret du 17 décembre 2015;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 octobre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 octobre 2016;

Vu le rapport du 22 décembre 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 60.750/2 du Conseil d'Etat, donné le 23 janvier 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2017 fixant la répartition des compétences entre Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Sur la proposition du Ministre du Budget;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions, objet et champ d'application

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret du 15 décembre 2011 ; le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes;

- 2° l'unité : l'unité d'administration publique définie à l'article 2, 27°, du décret du 15 décembre 2011;
- 3° l'entité : l'unité d'administration publique visée à l'article 3, § 1^{er}, 1°, du décret du 15 décembre 2011;
- 4° le SPW : le Service public de Wallonie, à savoir les services d'administration générale de la Région wallonne;
- 5° les services du budget et des finances : les Départements du Budget, de la Comptabilité et de la Trésorerie de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'information et de la communication du SPW;
- 6° les organes de gestion : le conseil d'administration d'un organisme ou, à défaut, tout autre organe, quelle que soit sa dénomination, qui dispose de tous les pouvoirs nécessaires à la réalisation de la mission ou de l'objet social dudit organisme;
- 7° la structure horizontale : la présentation du tableau du budget qui renvoie aux divisions et subdivisions établies entre les lignes dudit tableau;
- 8° la structure verticale : la présentation du tableau du budget qui renvoie à la division en colonnes dudit tableau;
- 9° le SEC : le système européen des comptes nationaux et régionaux visé à l'article 2, 26°, du décret du 15 décembre 2011;
- 10° la classification économique : la classification des recettes et des dépenses budgétaires en fonction des critères macro-économiques permettant de délivrer à l'Institut des comptes nationaux les données nécessaires à la réalisation de ses missions, telles que définies à l'article 108 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses. Cette classification est compatible avec le système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC), lequel définit les normes comptables visant à une description quantitative cohérente, fiable et comparable des économies des Etats membres de l'Union européenne. Elle se compose de codes numériques de quatre chiffres au maximum et de libellés explicatifs;

11° la présentation en statistiques de finances publiques : la présentation en statistiques de finances publiques (SFP) sur la base du SEC regroupe les opérations enregistrées dans les différents comptes d'opérations courantes, dans le compte de capital et dans le compte financier du SEC, en les réorganisant sous la forme d'une présentation plus appropriée pour l'analyse budgétaire, au sein d'un compte unique;

12° la classification fonctionnelle : la classification internationale des fonctions des administrations publiques, dénommée COFOG, élaborée par l'ONU, l'OCDE et Eurostat. Il s'agit d'un ensemble de codes à cinq chiffres.

Art. 2. Les dispositions du présent arrêté ont pour objet de définir les structures applicables lors de l'élaboration des budgets des recettes et des dépenses des unités d'administration publique définies à l'article 3, § 1^{er}, 2° à 4°, du décret du 15 décembre 2011, ainsi que les modalités de justifications qui y sont jointes.

Les obligations applicables aux unités d'administration publique wallonnes visées à l'article 3, § 1^{er}, 4°, c), sont identiques, qu'elles agissent dans le cadre de leur objet social ou d'une mission déléguée par le Gouvernement qui est assimilée aux autres missions ou services des unités concernées.

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives aux tableaux ainsi qu'aux justifications du budget des recettes et du budget des dépenses des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales et des organismes de type 1 et de type 2*

Section 1 — Du tableau du budget des recettes

Art. 3. En termes de structure horizontale, le tableau du budget des recettes des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes de type 1 et de type 2 est subdivisé en un ou plusieurs programmes. Chaque programme correspond à une activité spécifique envisagée afin de réaliser les missions confiées au service administratif à comptabilité autonome, à l'entreprise régionale, à l'organisme de type 1 ou de type 2.

Les programmes sont numérotés par ordre croissant et chaque numéro de programme comporte deux chiffres.

Art. 4. Chaque programme comprend un titre I^{er} relatif aux recettes courantes, un titre II relatif aux recettes en capital et un titre III relatif aux produits d'emprunts. Chaque titre est divisé en un ou plusieurs articles de base suivant les classifications économique et fonctionnelle. Le numéro de l'article de base comporte le numéro du programme, le code économique, le numéro d'ordre et le code fonctionnel.

Le code économique comporte quatre chiffres.

Le numéro d'ordre comporte deux chiffres. Les articles de base sont classés en ordre croissant.

Le code fonctionnel comporte cinq chiffres. Lorsque le code fonctionnel applicable n'atteint pas cinq chiffres, il est complété par l'insertion de zéro.

Le libellé de l'article de base comprend toujours l'origine de la recette ainsi que la nature de la recette.

L'Inspection des Finances et les services du budget et des finances veillent à l'application formelle de l'alinéa 5 pour ce qui concerne les services administratifs à comptabilité autonome, les entreprises régionales ainsi que les organismes de type 1.

Art. 5. Les totaux des crédits de recettes sont par programme et par titre ainsi que de manière globale pour le budget, en distinguant les recettes courantes, les recettes en capital et les produits d'emprunts.

Art. 6. § 1^{er}. En termes de structure verticale, le tableau du budget des recettes des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales et des organismes de type 1 et de type 2 est composé :

- 1° d'une colonne avec, en majuscule, les initiales du Ministre compétent reprises au budget de l'entité;
- 2° d'une colonne qui contient le numéro du programme;
- 3° d'une colonne qui contient le numéro du titre;
- 4° d'une colonne qui contient les deux premiers chiffres du code économique de l'article de base;
- 5° d'une colonne qui contient les deux derniers chiffres du code économique de l'article de base;
- 6° d'une colonne qui contient le numéro d'ordre;
- 7° d'une colonne qui contient le code fonctionnel de l'article de base;
- 8° d'une colonne avec le libellé des programmes et articles de base.

§ 2. Dans le cas d'un budget initial pour une année considérée, une colonne qui contient les crédits de recettes du budget initial de l'année considérée est ajoutée.

§ 3. Dans le cas d'un budget ajusté pour une année considérée, est ajoutée :

- 1° une colonne qui contient les crédits de recettes du budget initial de l'année considérée;
- 2° une colonne qui contient les ajustements des crédits de recettes de l'année considérée;
- 3° une colonne qui contient les crédits de recettes ajustés de l'année considérée.

Concernant le 2°, à chaque nouvel ajustement budgétaire, une nouvelle colonne est ajoutée.

Concernant le 3°, les crédits de recettes ajustés sont la somme des crédits initiaux et des ajustements de crédits.

§ 4. Le cas échéant, la structure verticale du tableau du budget des recettes peut être modifiée par le Ministre du Budget afin de l'adapter aux évolutions des normes budgétaires ou comptables.

Section 2 — Du tableau du budget des dépenses

Art. 7. En termes de structure horizontale, le tableau du budget des dépenses des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes de type 1 et de type 2 comprend un programme fonctionnel et un ou plusieurs programmes opérationnels. Les crédits à inscrire dans ces deux types de programmes sont régis par les règles suivantes :

1° les crédits du programme fonctionnel sont destinés à couvrir les dépenses générales de fonctionnement du service administratif à comptabilité autonome, de l'entreprise régionale, de l'organisme de type 1 ou de l'organisme de type 2;

2° les crédits d'un programme opérationnel sont destinés au financement d'une activité ou d'un ensemble cohérent d'activités spécifiques envisagées afin de réaliser les missions confiées au service administratif à comptabilité autonome, à l'entreprise régionale, à l'organisme de type 1 ou à l'organisme de type 2.

Les programmes sont numérotés par ordre croissant et chaque numéro de programme comporte deux chiffres.

Art. 8. Le cas échéant, les programmes concourant à la réalisation d'une politique publique définie peuvent être regroupés en divisions organiques.

Art. 9. Chaque programme comprend un titre I^{er} relatif aux dépenses courantes et un titre II relatif aux dépenses en capital. Chaque titre est subdivisé en un ou plusieurs articles de base suivant les classifications économique et fonctionnelle. Le numéro de l'article de base comporte le numéro du programme, le code économique, le numéro d'ordre et le code fonctionnel.

Le code économique comporte quatre chiffres.

Le numéro d'ordre comporte deux chiffres. Les articles de base sont classés en ordre croissant.

Le code fonctionnel comporte cinq chiffres. Lorsque le code fonctionnel applicable n'atteint pas cinq chiffres, il est complété par l'insertion de zéro.

Le libellé de l'article de base comprend toujours la destination de la dépense à savoir le bénéficiaire ou la catégorie de bénéficiaires ainsi que la nature de la dépense.

L'Inspection des Finances et les services du budget et des finances veillent à l'application formelle de l'alinéa 5 pour ce qui concerne les services administratifs à comptabilité autonome, les entreprises régionales ainsi que les organismes de type 1.

Art. 10. Les totaux des crédits d'engagement et des crédits de liquidation sont calculés par division organique, le cas échéant, et par programme ainsi que de manière globale pour le budget, en distinguant les dépenses courantes et les dépenses en capital.

Art. 11. § 1^{er}. En termes de structure verticale, le tableau du budget des dépenses des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales et des organismes de type 1 et de type 2 est composé :

1° d'une colonne avec, en majuscule, les initiales du Ministre compétent;

2° d'une colonne qui contient le numéro de la division organique, le cas échéant;

3° d'une colonne qui contient le numéro du programme;

4° d'une colonne qui contient les deux premiers chiffres du code économique de l'article de base;

5° d'une colonne qui contient les deux derniers chiffres du code économique de l'article de base;

6° d'une colonne qui contient le numéro d'ordre de l'article de base;

7° d'une colonne qui contient le code fonctionnel de l'article de base;

8° d'une colonne avec le libellé des programmes et articles de base.

§ 2. Dans le cas d'un budget initial pour une année considérée, les colonnes suivantes sont ajoutées :

1° une colonne qui contient les crédits d'engagement du budget initial de l'année considérée;

2° une colonne qui contient les crédits de liquidation du budget initial de l'année considérée.

§ 3. Dans le cas d'un budget ajusté pour une année considérée, les colonnes suivantes sont ajoutées :

1° une colonne qui contient les crédits d'engagement du budget initial de l'année considérée, intégrant les redistributions des crédits visées à l'article 93 du décret du 15 décembre 2011;

2° une colonne qui contient les crédits de liquidation du budget initial de l'année considérée, intégrant les redistributions des crédits visées à l'article 93 du décret du 15 décembre 2011;

3° une colonne qui contient les ajustements des crédits d'engagement de l'année considérée;

4° une colonne qui contient les ajustements des crédits de liquidation de l'année considérée;

5° une colonne qui contient les crédits d'engagement ajustés de l'année considérée;

6° une colonne qui contient les crédits de liquidation ajustés de l'année considérée.

Concernant les 3° et 4°, à chaque nouvel ajustement budgétaire, une nouvelle colonne est ajoutée.

Concernant le 5°, les crédits d'engagement ajustés sont la somme des crédits initiaux et des ajustements de crédits.

Concernant le 6°, les crédits de liquidation ajustés sont la somme des crédits initiaux et des ajustements de crédits.

§ 4. Le cas échéant, la structure verticale du tableau du budget des dépenses peut être modifiée par le Ministre du Budget afin de l'adapter aux évolutions des normes budgétaires ou comptables.

Section 3 - Des justifications relatives au budget des recettes et au budget des dépenses

Art. 12. § 1^{er}. En ce qui concerne les budgets visés aux articles 3 et 8, en recettes et en dépenses, une fiche est établie par article de base. Pour les dépenses, la fiche comporte une partie consacrée aux crédits d'engagement ainsi qu'une partie consacrée aux crédits de liquidation.

Dans le cadre du budget initial, chaque fiche comporte au moins :

1° le libellé, le numéro d'ordre, le code économique et le code fonctionnel de l'article de base ainsi que le numéro de la division organique et le numéro du programme;

2° la base légale relative à la recette ou à la dépense;

- 3° les crédits initiaux de l'année budgétaire qui précède l'année budgétaire considérée;
- 4° les crédits initiaux de l'année budgétaire considérée;
- 5° un commentaire sur l'estimation des crédits initiaux de l'année budgétaire considérée;
- 6° un commentaire relatif aux modalités de liquidation de trésorerie.

La partie relative aux crédits de liquidation comprend le plan de liquidation établi sur cinq années.

Dans le cadre du budget ajusté, chaque fiche comporte au moins :

- 1° le libellé, le numéro d'ordre, le code économique et le code fonctionnel de l'article de base ainsi que le numéro de la division organique et le numéro du programme;
- 2° la base légale relative à la recette ou à la dépense;
- 3° les crédits initiaux de l'année budgétaire considérée;
- 4° l'ajustement des crédits de l'année budgétaire considérée;
- 5° les crédits ajustés de l'année budgétaire considérée;
- 6° un commentaire sur l'estimation des crédits ajustés de l'année budgétaire considérée.

La partie relative aux crédits de liquidation comprend le plan de liquidation établi sur cinq années.

§ 2. Les fiches justificatives et explicatives sont regroupées par programme. Chaque programme est accompagné d'un commentaire relatif aux actions couvertes par les crédits qui y sont repris.

En recettes, les programmes sont regroupés par titre. En dépenses, les programmes sont regroupés par division organique. Chaque division organique est accompagnée d'un commentaire relatif aux actions couvertes par les crédits qui y sont repris.

L'ensemble des fiches justificatives et explicatives constitue la justification du budget du service administratif à comptabilité autonome, de l'entreprise régionale, de l'organisme de type 1 ou de type 2.

Le Ministre du Budget fixe, en concertation avec les Ministres fonctionnellement compétents ou les Ministres de tutelle, le modèle standardisé et les modalités des fiches justificatives et explicatives.

§ 3. La justification du budget est accompagnée d'une projection à politique inchangée sur un horizon de trois années minimum des recettes et des dépenses du service administratif à comptabilité autonome, de l'entreprise régionale, de l'organisme de type 1 ou de type 2.

CHAPITRE III. — *Dispositions relatives aux tableaux ainsi qu'aux justifications du budget des recettes et du budget des dépenses des organismes de type 3*

Art. 13. Le budget des organismes de type 3 reprend l'ensemble des recettes prévisionnelles et des dépenses prévisionnelles de l'organisme.

Le budget peut être présenté soit :

- 1° sous forme de compte de résultats prévisionnel;
- 2° sous forme de tableau établi conformément aux articles 15 à 20.

Art. 14. Si l'organisme de type 3 présente son budget conformément à l'article 13, alinéa 2, 1°, le compte de résultats prévisionnel doit reprendre l'intégralité des opérations de recettes et de dépenses intervenant dans le calcul du besoin de financement de l'organisme de type 3 conformément à la présentation en statistique des finances publiques prévue en SEC.

Pour chaque ligne de recettes et de dépenses, le compte de résultat prévisionnel doit mentionner le code économique, à quatre chiffres, et le code fonctionnel, à cinq chiffres, adéquats.

Sur le plan analytique, le compte de résultats prévisionnel doit également permettre un suivi des différentes activités de l'organisme de type 3.

Art. 15. Dans les cas visés à l'article 13, alinéa 2, 2°, en termes de structure horizontale, la partie du tableau du budget des organismes de type 3 relative aux produits est subdivisée en un ou plusieurs comptes de produits. Les comptes peuvent être regroupés en sous-catégories. Pour chaque compte de produits, l'organisme doit mentionner le code économique, le numéro d'ordre et le code fonctionnel.

Le code économique comporte quatre chiffres.

Le numéro d'ordre comporte deux chiffres. Les comptes sont classés en ordre croissant.

Le code fonctionnel comporte cinq chiffres.

Le libellé du compte de produit doit toujours comprendre l'origine ainsi que la nature du produit.

Art. 16. Les totaux des montants des produits sont calculés par sous-catégories, le cas échéant, ainsi que de manière globale pour le budget.

Art. 17. § 1^{er}. En termes de structure verticale, la partie du tableau du budget des organismes de type 3 relative aux produits est composée :

- 1° d'une colonne qui contient les deux premiers chiffres du code économique;
- 2° d'une colonne qui contient les deux derniers chiffres du code économique;
- 3° d'une colonne qui contient le numéro d'ordre;
- 4° d'une colonne qui contient le code fonctionnel;
- 5° d'une colonne avec le libellé des sous-catégories de produits, le cas échéant, et des comptes de produits.

§ 2. Dans le cas d'un budget initial pour une année considérée, une colonne qui contient les montants de produits du budget initial de l'année considérée est ajoutée.

§ 3. Dans le cas d'un budget ajusté pour une année considérée, sont ajoutées :

- 1° une colonne qui contient les montants de produits du budget initial de l'année considérée;
- 2° une colonne qui contient les ajustements des montants de produits de l'année considérée;
- 3° une colonne qui contient les montants de produits ajustés de l'année considérée.

Concernant le 2°, à chaque nouvel ajustement budgétaire, une nouvelle colonne est ajoutée.

Concernant le 3°, les montants de produits ajustés sont la somme des montants initiaux et des ajustements.

Art. 18. En termes de structure horizontale, la partie du tableau du budget des organismes de type 3 relative aux charges est subdivisée en un ou plusieurs comptes de charges. Les comptes peuvent être regroupés en sous-catégories. Pour chaque compte de charges, l'organisme doit mentionner le code économique, le numéro d'ordre et le code fonctionnel.

Le code économique comporte quatre chiffres.

Le numéro d'ordre comporte deux chiffres. Les comptes sont classés en ordre croissant.

Le code fonctionnel comporte cinq chiffres.

Le libellé du compte de charges comprend toujours la destination de la charge à savoir le bénéficiaire ou la catégorie de bénéficiaires ainsi que la nature de la charge.

Art. 19. Les totaux des montants de charges sont calculés par sous-catégorie de charges, le cas échéant, ainsi que de manière globale pour le budget.

Art. 20. § 1^{er}. En termes de structure verticale, la partie du tableau du budget des organismes de type 3 relative aux charges est composée :

1° d'une colonne qui contient les deux premiers chiffres du code économique;

2° d'une colonne qui contient les deux derniers chiffres du code économique;

3° d'une colonne qui contient le numéro d'ordre;

4° d'une colonne qui contient le code fonctionnel;

5° d'une colonne avec le libellé des sous-catégories de charges, le cas échéant, et des comptes de charges.

§ 2. Dans le cas d'un budget initial pour une année considérée, une colonne qui contient les montants de charges du budget initial de l'année considérée est ajoutée.

§ 3. Dans le cas d'un budget ajusté pour une année considérée, les colonnes suivantes sont ajoutées :

1° une colonne qui contient les montants de charges du budget initial de l'année considérée;

2° une colonne qui contient les ajustements des montants de charges de l'année considérée;

3° une colonne qui contient les montants de charges ajustés de l'année considérée.

Concernant le 2°, à chaque nouvel ajustement budgétaire, une nouvelle colonne est ajoutée.

Concernant le 3°, les montants de charges ajustés sont la somme des montants initiaux et des ajustements.

Art. 21. Les organes de gestion des organismes de type 3 établissent une note justificative et explicative annexée au projet de budget initial ou de projet de budget ajusté.

Dans le cadre d'un budget initial, la note justificative et explicative comporte au moins :

1° les montants initiaux de l'année budgétaire qui précède l'année budgétaire considérée;

2° les montants initiaux de l'année budgétaire considérée;

3° un commentaire détaillé ainsi que les hypothèses de calculs relatifs à l'estimation des montants initiaux de l'année budgétaire considérée;

Dans le cadre du budget ajusté, la note justificative et explicative comporte au moins :

1° les montants initiaux de l'année budgétaire considérée;

2° l'ajustement des montants de l'année budgétaire considérée;

3° les montants ajustés de l'année budgétaire considérée;

4° un commentaire détaillé ainsi que les hypothèses de calculs relatifs à l'estimation des montants ajustés de l'année budgétaire considérée.

Dans le cadre d'un budget initial comme d'un budget ajusté, la note justificative comporte également une projection à politique inchangée sur un horizon de trois années minimum des produits et des charges de l'organisme de type 3.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 22. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent pour la première fois lors de l'élaboration des budgets des recettes et des dépenses des unités visées à l'article 2 pour l'exercice budgétaire 2018.

Art. 23. Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 juin 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Énergie,

C. LACROIX

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/204067]

8. JUNI 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Organisation der Struktur und der Rechtfertigung des Haushaltsplans der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, der regionalen Unternehmen und der Einrichtungen in der Wallonischen Region

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten;

Aufgrund der am 19. Oktober 2016 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 27. Oktober 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 22. Dezember 2016;

Aufgrund des am 23. Januar 2017 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 60.750/2 des Staatsrats;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2014 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Januar 2017 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

Auf Vorschlag des Ministers für Haushalt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen, Zweck und Anwendungsbereich*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Dekret vom 15. Dezember 2011": das Dekret vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten;

2° "Einheit": die öffentliche Verwaltungseinheit im Sinne von Artikel 2 Ziffer 27 des Dekrets vom 15. Dezember 2011;

3° "Körperschaft": die öffentliche Verwaltungseinheit im Sinne von Artikel 3 § 1 Ziffer 1 des Dekrets vom 15. Dezember 2011;

4° "ÖDW": der Öffentliche Dienst der Wallonie, d.h. die Dienststellen der allgemeinen Verwaltung der Wallonischen Region;

5° "Dienststellen für Haushalt und Finanzen": die Abteilungen Haushalt, Buchführung und Kassenwesen der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des ÖDW;

6° "Verwaltungsorgane": der Verwaltungsrat einer Einrichtung oder, wenn es diesen nicht gibt, jedes andere Organ, unabhängig von seiner Bezeichnung, das über alle Befugnisse zur Ausführung der Aufgabe oder des Sozialzwecks dieser Einrichtung verfügt;

7° "horizontale Struktur": die Darstellung der Haushaltstabelle, die auf die Positionen und Unterpositionen, die zwischen den Zeilen dieser Tabelle angegeben sind, verweist;

8° "vertikale Struktur": die Darstellung der Haushaltstabelle, die auf die Teilung in Spalten dieser Tabelle verweist;

9° "ESVG": das Europäische System Volkswirtschaftlicher Gesamtrechnungen auf nationaler und regionaler Ebene nach Artikel 2 Ziffer 26 des Dekrets vom 15. Dezember 2011;

10° "wirtschaftliche Klassifikation": die Aufteilung der Haushaltseinnahmen und -ausgaben unter Berücksichtigung von makrowirtschaftlichen Kriterien, mittels deren dem Institut für Volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen die für seine in Artikel 108 des Gesetzes vom 21. Dezember 1994 zur Festlegung sozialer und sonstiger Bestimmungen festgelegten Aufgaben notwendigen Daten geliefert werden können. Diese Klassifikation ist mit dem Europäischen System Volkswirtschaftlicher Gesamtrechnungen auf nationaler und regionaler Ebene (ESVG), das auf eine quantitative, kohärente, zuverlässige und vergleichbare Beschreibung der Volkswirtschaften der Mitgliedstaaten der Europäischen Union abzielt, vereinbar. Sie besteht aus höchstens vierstelligen Codes mit erläuternden Bezeichnungen;

11° "Darstellung in staatlichen Finanzstatistiken": die Darstellung in staatlichen Finanzstatistiken ("government finance statistics" - GFS) auf der Grundlage des ESVG fasst die Verrichtungen zusammen, die in den verschiedenen Transaktionskonten, im Kapitalkonto und im Finanzkonto des ESVG registriert wurden, wobei sie in der Form einer für die Haushaltsanalyse geeigneteren Aufmachung innerhalb eines einzigen Kontos umorganisiert werden;

12° "funktionelle Klassifikation": die internationale Klassifikation der Aufgabenbereiche des Staats (COFOG), so wie von der UNO, der OECD und Eurostat ausgearbeitet. Es handelt sich um eine Reihe von fünfstelligen Codes.

Art. 2 - Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zielen darauf ab, die Strukturen, die bei der Ausarbeitung der Haushaltspläne der öffentlichen Verwaltungseinheiten im Sinne von Artikel 3 § 1 Ziffern 2 bis 4 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 anwendbar sind, sowie die ihnen beigefügten Rechtfertigungsmodalitäten zu bestimmen.

Die für die wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten im Sinne von Artikel 3 § 1 Ziffer 4 Buchstabe c) geltenden Verpflichtungen sind die gleichen, ob sie im Rahmen ihres Gesellschaftszwecks oder im Rahmen einer von der Regierung übertragenen Aufgabe handeln, die den übrigen Aufgaben oder Diensten der betroffenen Einheiten gleichgestellt wird.

KAPITEL II — *Bestimmungen in Bezug auf die Tabellen und Rechtfertigungen des Einnahmen- und Ausgabenhaushaltsplans der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, der regionalen Unternehmen und der Einrichtungen des Typs 1 und des Typs 2*

Abschnitt 1 — Die Tabelle des Einnahmenhaushaltsplans

Art. 3 - Was die horizontale Struktur angeht, setzt sich die Tabelle des Einnahmenhaushaltsplans der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, der regionalen Unternehmen, der Einrichtungen des Typs 1 und des Typs 2 aus einem oder mehreren Programmen zusammen. Jedes Programm entspricht einer spezifischen beabsichtigten Aktivität, um die dem Verwaltungsdienst mit autonomer Buchführung, dem regionalen Unternehmen, der Einrichtung des Typs 1 und des Typs 2 anvertrauten Aufgaben zu erfüllen.

Die Programme sind von unten nach oben nummeriert und jede Programmnummer umfasst zwei Zahlen.

Art. 4 - Jedes Programm umfasst einen Titel 1 für die laufenden Einnahmen, einen Titel 2 für die Kapitaleinnahmen und einen Titel III für die Erträge von Darlehen. Jeder Titel umfasst einen oder mehrere Basisartikel, die der wirtschaftlichen und funktionellen Klassifikation entsprechen. Die Nummer des Basisartikels ist aus der Programmnummer, dem wirtschaftlichen Code, der laufenden Nummer und dem funktionellen Code zusammengesetzt.

Der wirtschaftliche Code besteht aus vier Zahlen.

Die laufende Nummer besteht aus zwei Zahlen. Die Basisartikel werden in aufsteigender Reihenfolge aufgeführt.

Der funktionelle Code besteht aus fünf Zahlen. Wenn der anwendbare funktionelle Code keine fünf Zahlen erreicht, wird er durch das Einfügen von Nullen ergänzt.

Die Bezeichnung des Basisartikels umfasst immer die Herkunft sowie die Art der Einnahme

Die Finanzinspektion und die Dienststellen für Haushalt und Finanzen sorgen für die förmliche Anwendung von Absatz 5, was die Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, die regionalen Unternehmen sowie die Einrichtungen des Typs 1 und des Typs 2 angeht.

Art. 5 - Die Beträge für die Einnahmen werden pro Programm und pro Titel, sowie global für den gesamten Haushaltsplan summiert, wobei zwischen den laufenden Einnahmen, den Kapitaleinnahmen und den Erträgen aus Darlehen unterschieden wird.

Art. 6 - § 1. Was die vertikale Struktur angeht, setzt sich die Tabelle des Einnahmenhaushaltsplans der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, der regionalen Unternehmen, der Einrichtungen des Typs 1 und des Typs 2 wie folgt zusammen:

1° eine Spalte mit den im Haushaltsplan der Körperschaft übernommenen Anfangsbuchstaben des zuständigen Ministers;

2° eine Spalte mit der Programmnummer;

3° eine Spalte mit der Titelnummer;

4° eine Spalte mit den ersten beiden Zahlen des wirtschaftlichen Codes des Basisartikels;

5° eine Spalte mit den letzten beiden Zahlen des wirtschaftlichen Codes des Basisartikels;

6° eine Spalte mit der laufenden Nummer;

7° eine Spalte mit dem funktionellen Code des Basisartikels;

8° eine Spalte mit der Bezeichnung der Programme und Basisartikel.

§ 2. Im Falle eines ursprünglichen Haushaltsplans für ein bestimmtes Jahr wird eine Spalte hinzugefügt, die die Einnahmemittel des ursprünglichen Haushaltsplans dieses Jahres enthält.

§ 3. Im Falle eines für ein bestimmtes Jahr angepassten Haushaltsplans werden hinzugefügt:

1° eine Spalte, die die Einnahmemittel des ursprünglichen Haushaltsplans des betreffenden Jahres enthält;

2° eine Spalte, die die Anpassungen der Einnahmemittel des betreffenden Jahres enthält;

3° eine Spalte, die die angepassten Einnahmemittel des betreffenden Jahres enthält.

Was Ziffer 2 betrifft, wird bei jeder neuen Haushaltsanpassung eine neue Spalte hinzugefügt.

Was Ziffer 3 betrifft, sind die angepassten Einnahmemittel die Summe der ursprünglichen Mittel und der Anpassungen.

§ 4. Gegebenenfalls kann die vertikale Struktur der Tabelle des Einnahmenhaushaltsplans durch den Haushaltsminister abgeändert werden, um sie an die Entwicklung der haushalts- und buchführungstechnischen Normen anzupassen.

Abschnitt 2 — Die Tabelle des Ausgabenhaushaltsplans

Art. 7 - Was die horizontale Struktur angeht, setzt sich die Tabelle des Ausgabenhaushaltsplans der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, der regionalen Unternehmen, der Einrichtungen des Typs 1 und des Typs 2 aus einem funktionellen Programm und einem oder mehreren operationellen Programmen zusammen. Für die in diese zwei Kategorien von Programmen einzutragenden Haushaltsmittel gelten die folgenden Regeln:

1° die Mittel des funktionellen Programms dienen zur Deckung der allgemeinen Funktionsausgaben des Verwaltungsdienstes mit autonomer Buchführung, des regionalen Unternehmens, der Einrichtung des Typs 1 oder der Einrichtung des Typs 2;

2° die Mittel eines operationellen Programms dienen zur Finanzierung einer beabsichtigten spezifischen Aktivität oder einer kohärenten Gesamtheit von beabsichtigten spezifischen Aktivitäten, um die dem Verwaltungsdienst mit autonomer Buchführung, dem regionalen Unternehmen, der Einrichtung des Typs 1 und des Typs 2 anvertrauten Aufgaben zu erfüllen.

Die Programme sind von unten nach oben nummeriert und jede Programmnummer umfasst zwei Zahlen.

Art. 8 - Gegebenenfalls können die Programme, die zur Ausführung einer bestimmten öffentlichen Politik beitragen, in Organisationsbereiche eingeteilt werden.

Art. 9 - Jedes Programm umfasst einen Titel 1 für die laufenden Ausgaben und einen Titel 2 für die Kapitalausgaben. Jeder Titel umfasst einen oder mehrere Basisartikel, die der wirtschaftlichen und funktionellen Klassifikation entsprechen. Die Nummer des Basisartikels ist aus der Programmnummer, dem wirtschaftlichen Code, der laufenden Nummer und dem funktionellen Code zusammengesetzt.

Der wirtschaftliche Code besteht aus vier Zahlen.

Die laufende Nummer besteht aus zwei Zahlen. Die Basisartikel werden in aufsteigender Reihenfolge aufgeführt.

Der funktionelle Code besteht aus fünf Zahlen. Wenn der anwendbare funktionelle Code keine fünf Zahlen erreicht, wird er durch das Einfügen von Nullen ergänzt.

Die Bezeichnung des Basisartikels umfasst immer die Zweckbestimmung der Ausgabe, d.h. den Bezugsberechtigten oder die Kategorie der Bezugsberechtigten sowie die Art der Ausgabe.

Die Finanzinspektion und die Dienststellen für Haushalt und Finanzen sorgen für die förmliche Anwendung von Absatz 5, was die Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, die regionalen Unternehmen sowie die Einrichtungen des Typs 1 und des Typs 2 angeht.

Art. 10 - Die Gesamtbeträge der Verpflichtungsermächtigungen und der Ausgabeermächtigungen werden gegebenenfalls pro Organisationsbereich, und pro Programm sowie global für den gesamten Haushaltsplan berechnet, wobei zwischen den laufenden Ausgaben und den Kapitalausgaben unterschieden wird.

Art. 11 - § 1. Was die vertikale Struktur angeht, setzt sich die Tabelle des Ausgabenhaushaltsplans der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, der regionalen Unternehmen, der Einrichtungen des Typs 1 und des Typs 2 wie folgt zusammen:

1° eine Spalte mit den Anfangsbuchstaben des zuständigen Ministers;

2° eine Spalte mit ggf. der Nummer des Organisationsbereichs;

3° eine Spalte mit der Programmnummer;

4° eine Spalte mit den ersten beiden Zahlen des wirtschaftlichen Codes des Basisartikels;

5° eine Spalte mit den letzten beiden Zahlen des wirtschaftlichen Codes des Basisartikels;

6° eine Spalte mit der laufenden Nummer des Basisartikels;

7° eine Spalte mit dem funktionellen Code des Basisartikels;

8° eine Spalte mit der Bezeichnung der Programme und Basisartikel.

§ 2. Im Falle eines für ein bestimmtes Jahr ursprünglichen Haushaltsplans werden hinzugefügt:

- 1° eine Spalte, die die Verpflichtungsermächtigungen des ursprünglichen Haushaltsplans des betreffenden Jahres enthält;
- 2° eine Spalte, die die Ausgabeermächtigungen des ursprünglichen Haushaltsplans des betreffenden Jahres enthält.

§ 3. Im Falle eines für ein bestimmtes Jahr angepassten Haushaltsplans werden hinzugefügt:

- 1° eine Spalte, die die Verpflichtungsermächtigungen des ursprünglichen Haushaltsplans des betreffenden Jahres enthält, wobei die Umverteilungen im Sinne von Artikel 93 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 mit einbezogen werden;
- 2° eine Spalte, die die Ausgabeermächtigungen des ursprünglichen Haushaltsplans des betreffenden Jahres enthält, wobei die Umverteilungen im Sinne von Artikel 93 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 mit einbezogen werden;
- 3° eine Spalte, die die Anpassungen der Verpflichtungsermächtigungen des betreffenden Jahres enthält;
- 4° eine Spalte, die die Anpassungen der Ausgabeermächtigungen des betreffenden Jahres enthält;
- 5° eine Spalte, die die angepassten Verpflichtungsermächtigungen des betreffenden Jahres enthält;
- 6° eine Spalte, die die angepassten Ausgabeermächtigungen des betreffenden Jahres enthält.

Was Ziffer 3 und 4 betrifft, wird bei jeder neuen Haushaltsanpassung eine neue Spalte hinzugefügt.

Was Ziffer 5 betrifft, sind die angepassten Verpflichtungsermächtigungen die Summe der ursprünglichen Mittel und der Anpassungen.

Was Ziffer 6 betrifft, sind die angepassten Ausgabeermächtigungen die Summe der ursprünglichen Mittel und der Anpassungen.

§ 4. Gegebenenfalls kann die vertikale Struktur der Tabelle des Ausgabenhaushaltsplans durch den Haushaltsminister abgeändert werden, um sie an die Entwicklung der haushalts- und buchführungstechnischen Normen anzupassen.

Abschnitt 3 - Rechtfertigungen in Bezug auf den Einnahmen- und Ausgabenhaushaltsplan

Art. 12 - § 1. Hinsichtlich der in den Artikeln 3 und 8 erwähnten Haushaltspläne wird sowohl für die Einnahmen als für die Ausgaben ein Datenblatt je Basisartikel erstellt. Was die Ausgaben angeht, umfasst dieses Datenblatt einen Teil für die Verpflichtungsermächtigungen und einen Teil für die Ausgabeermächtigungen.

Im Rahmen des ursprünglichen Haushaltsplans enthält jedes Datenblatt mindestens:

- 1° die Bezeichnung, die laufende Nummer, den wirtschaftlichen Code und den funktionellen Code des Basisartikels sowie die Nummer des Organisationsbereichs und die Programmnummer;
- 2° die Rechtsgrundlage betreffend die Einnahme oder die Ausgabe;
- 3° die ursprünglichen Geldmittel des Haushaltsjahres vor dem betroffenen Haushaltsjahr;
- 4° die ursprünglichen Geldmittel des betroffenen Haushaltsjahrs;
- 5° ein Kommentar über die Einschätzung der ursprünglichen Geldmittel des betroffenen Haushaltsjahrs;
- 6° ein Kommentar über die Feststellungsmodalitäten für den Bargeldbestand.

Der Teil betreffend die Ausgabeermächtigungen umfasst einen Ausgabenfeststellungsplan über fünf Jahre.

Im Rahmen des angepassten Haushaltsplans enthält jedes Datenblatt mindestens:

- 1° die Bezeichnung, die laufende Nummer, den wirtschaftlichen Code und den funktionellen Code des Basisartikels sowie die Nummer des Organisationsbereichs und die Programmnummer;
- 2° die Rechtsgrundlage betreffend die Einnahme oder die Ausgabe;
- 3° die ursprünglichen Geldmittel des betroffenen Haushaltsjahrs;
- 4° die Anpassung der Geldmittel des betroffenen Haushaltsjahrs;
- 5° die angepassten Geldmittel des betroffenen Haushaltsjahrs;
- 6° ein Kommentar über die Einschätzung der angepassten Geldmittel des betroffenen Haushaltsjahrs;

Der Teil betreffend die Ausgabeermächtigungen umfasst einen Ausgabenfeststellungsplan über fünf Jahre.

§ 2. Die Rechtfertigungs- und Informationsdatenblätter werden nach Programm geordnet. Jedem Programm wird ein Kommentar über die Aktionen, die von den dort angeführten Geldmitteln gedeckt sind, beigefügt.

Was die Einnahmen angeht, sind die Programme nach Titel geordnet. Was die Ausgaben angeht, sind die Programme nach Organisationsbereich geordnet. Jedem Organisationsbereich wird ein Kommentar über die Aktionen, die von den dort angeführten Geldmitteln gedeckt sind, beigefügt.

Zusammen bilden die Rechtfertigungs- und Informationsdatenblätter die Rechtfertigung des Haushaltsplans des Verwaltungsdienstes mit autonomer Buchführung, des regionalen Unternehmens, der Einrichtung des Typs 1 und des Typs 2.

Im Einvernehmen mit den von der Funktion her zuständigen Ministern oder den Aufsichtsministern bestimmt der Haushaltsminister das standardisierte Muster und die Modalitäten für die Rechtfertigungs- und Informationsdatenblätter.

§ 3. Der Rechtfertigung des Haushaltsplans wird eine Prognose über mindestens drei Jahre, bei gleichbleibender Politik, der Einnahmen und Ausgaben des Verwaltungsdienstes mit autonomer Buchführung, des regionalen Unternehmens, der Einrichtung des Typs 1 und des Typs 2 beigefügt.

KAPITEL III — Bestimmungen in Bezug auf die Tabellen und Rechtfertigungen des Einnahmen- und Ausgabenhaushaltsplans der Einrichtungen des Typs 3

Art. 13 - Der Haushaltsplan der Einrichtungen des Typs 3 umfasst die gesamten veranschlagten Einnahmen und veranschlagten Ausgaben der Einrichtung.

Der Haushaltsplan hat die Form:

- 1° entweder eines Voranschlags der Ergebnisrechnung;
- 2° oder einer gemäß den Artikeln 15 bis 20 erstellten Tabelle.

Art. 14 - Wenn die Einrichtung des Typs 3 ihren Haushaltsplan gemäß Artikel 13 Absatz 2 Ziffer 1 vorlegt, muss der Voranschlag der Ergebnisrechnung die gesamten Einnahme- und Ausgabeverrichtungen anführen, die bei der Berechnung des Finanzierungsbedarfs der Einrichtung des Typs 3 eine Rolle spielen, in Übereinstimmung mit der im ESVG vorgesehenen Darstellung in staatlichen Finanzstatistiken.

Für jede Zeile mit Einnahmen und Ausgaben, muss der Voranschlag der Ergebnisrechnung den geeigneten vierstelligen wirtschaftlichen Code und den geeigneten fünfstelligen funktionellen Code anführen.

Analytisch muss der Voranschlag der Ergebnisrechnung ebenfalls eine Weiterverfolgung der verschiedenen Aktivitäten der Einrichtung des Typs 3 ermöglichen.

Art. 15 - In den in Artikel 13 Absatz 2 Ziffer 2 genannten Fällen und was die horizontale Struktur angeht, umfasst der Teil der Haushaltstabelle für die Einrichtungen des Typs 3, der die Erträge betrifft, ein oder mehrere Ertragskonten. Die Konten können in Unterkategorien aufgeteilt sein. Für jedes Ertragskonto muss die Einrichtung den wirtschaftlichen Code, die laufende Nummer und den funktionellen Code angeben.

Der wirtschaftliche Code besteht aus vier Zahlen.

Die laufende Nummer besteht aus zwei Zahlen. Die Konten werden in aufsteigender Reihenfolge aufgeführt.

Der funktionelle Code besteht aus fünf Zahlen.

In der Bezeichnung des Ertragskontos muss immer die Herkunft und die Art des Ertrags angegeben werden.

Art. 16 - Die Gesamtbeträge für die Erträge werden ggf. nach Unterkategorien sowie für den gesamten Haushaltsplan zusammengerechnet.

Art. 17 - § 1. Was die vertikale Struktur angeht, umfasst der Teil der Haushaltstabelle der Einrichtungen des Typs 3, der die Erträge betrifft:

1° eine Spalte mit den ersten beiden Zahlen des wirtschaftlichen Codes;

2° eine Spalte mit den letzten beiden Zahlen des wirtschaftlichen Codes;

3° eine Spalte mit der laufenden Nummer;

4° eine Spalte mit dem funktionellen Code;

5° eine Spalte mit ggf. der Bezeichnung der Unterkategorien von Erträgen und der Bezeichnung der Ertragskonten.

§ 2. Im Falle eines ursprünglichen Haushaltsplans für ein bestimmtes Jahr wird eine Spalte hinzugefügt, die die Ertragsbeträge des ursprünglichen Haushaltsplans des betreffenden Jahres enthält.

§ 3. Im Falle eines für ein bestimmtes Jahr angepassten Haushaltsplans werden hinzugefügt:

1° eine Spalte, die die Ertragsbeträge des ursprünglichen Haushaltsplans des betreffenden Jahres enthält;

2° eine Spalte, die die Anpassungen der Ertragsbeträge des ursprünglichen Haushaltsplans des betreffenden Jahres enthält;

3° eine Spalte, die die angepassten Ertragsbeträge des betreffenden Jahres enthält.

Was Ziffer 2 betrifft, wird bei jeder neuen Haushaltsanpassung eine neue Spalte hinzugefügt.

Was Ziffer 3 betrifft, sind die angepassten Ertragsbeträge die Summe der ursprünglichen Beträge und der Anpassungen.

Art. 18 - Was die horizontale Struktur angeht, umfasst der Teil der Haushaltstabelle für die Einrichtungen des Typs 3, der die Aufwendungen betrifft, ein oder mehrere Aufwandskonten. Die Konten können in Unterkategorien aufgeteilt sein. Für jedes Aufwandskonto muss die Einrichtung den wirtschaftlichen Code, die laufende Nummer und den funktionellen Code angeben.

Der wirtschaftliche Code besteht aus vier Zahlen.

Die laufende Nummer besteht aus zwei Zahlen. Die Konten werden in aufsteigender Reihenfolge aufgeführt.

Der funktionelle Code besteht aus fünf Zahlen.

Die Bezeichnung des Aufwandskontos umfasst immer die Zweckbestimmung der Aufwendung, d.h. den Bezugsberechtigten oder die Kategorie der Bezugsberechtigten sowie die Art der Aufwendung.

Art. 19 - Die Gesamtbeträge der Aufwendungen werden ggf. nach Unterkategorien von Aufwendungen sowie global für den gesamten Haushaltsplan zusammengerechnet.

Art. 20 - § 1. Was die vertikale Struktur angeht, umfasst der Teil der Haushaltstabelle der Einrichtungen des Typs 3 betreffend die Aufwendungen:

1° eine Spalte mit den ersten beiden Zahlen des wirtschaftlichen Codes;

2° eine Spalte mit den letzten beiden Zahlen des wirtschaftlichen Codes;

3° eine Spalte mit der laufenden Nummer;

4° eine Spalte mit dem funktionellen Code;

5° eine Spalte mit ggf. der Bezeichnung der Unterkategorien von Aufwendungen und der Bezeichnung der Aufwandskonten.

§ 2. Im Falle eines ursprünglichen Haushaltsplans für ein bestimmtes Jahr wird eine Spalte hinzugefügt, die die Beträge der Aufwendungen des ursprünglichen Haushaltsplans des betreffenden Jahres enthält.

§ 3. Im Falle eines für ein bestimmtes Jahr angepassten Haushaltsplans werden hinzugefügt:

1° eine Spalte, die die Beträge der Aufwendungen des ursprünglichen Haushaltsplans des betreffenden Jahres enthält;

2° eine Spalte, die die Anpassungen der Beträge der Aufwendungen des betreffenden Jahres enthält;

3° eine Spalte, die die angepassten Beträge der Aufwendungen des betreffenden Jahres enthält.

Was Ziffer 2 betrifft, wird bei jeder neuen Haushaltsanpassung eine neue Spalte hinzugefügt.

Was Ziffer 3 betrifft, sind die angepassten Beträge der Aufwendungen die Summe der ursprünglichen Beträge und der Anpassungen.

Art. 21 - Die Verwaltungsorgane der Einrichtungen des Typs 3 erstellen eine Rechtfertigungs- und Informationsunterlage, die dem Entwurf des ursprünglichen Haushaltsplans oder des angepassten Haushaltsplans beigelegt wird.

Im Rahmen eines ursprünglichen Haushaltsplans umfasst die Rechtfertigungs- und Informationsunterlage mindestens:

1° die ursprünglichen Beträge des Haushaltsjahres vor dem betroffenen Haushaltsjahr;

2° die ursprünglichen Beträge des betroffenen Haushaltsjahrs;

3° ein ausführliches Kommentar sowie die Berechnungsannahmen für die Einschätzung der ursprünglichen Beträge des betroffenen Haushaltsjahrs;

Im Rahmen des angepassten Haushaltsplans umfasst die Rechtfertigungs- und Informationsunterlage mindestens:

1° die ursprünglichen Beträge des betroffenen Haushaltsjahrs;

2° die Anpassung der Beträge des betroffenen Haushaltsjahrs;

3° die angepassten Beträge des betroffenen Haushaltsjahrs;

4° ein ausführliches Kommentar sowie die Berechnungsannahmen für die Einschätzung der angepassten Beträge des betroffenen Haushaltsjahrs.

Sowohl im Rahmen eines ursprünglichen Haushaltsplans als im Rahmen eines angepassten Haushaltsplans umfasst die Rechtfertigungsunterlage ebenfalls eine Prognose über mindestens drei Jahre, bei gleichbleibender Politik, der Erträge und Aufwendungen der Einrichtung des Typs 3.

KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

Art. 22 - Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses kommen zum ersten Mal bei der Ausarbeitung der Einnahmen- und Ausgabenhaushaltspläne der in Artikel 2 genannten Einheiten für das Haushaltsjahr 2018 zur Anwendung.

Art. 23 - Der Minister für Haushalt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Juni 2017

Der Ministerpräsident,

P. MAGNETTE

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst, die administrative Vereinfachung und die Energie,

C. LACROIX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/204067]

8 JUNI 2017. — Besluit van de Waalse Regering houdende organisatie van de structuur en de verantwoording van de begroting van de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen in het Waalse Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuurseenheden, inzonderheid op de artikelen 48, § 2, lid 2 en 68, 80 en 86 ingevoegd en gewijzigd bij het decreet van 17 december 2015;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 oktober 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 oktober 2016;

Gelet op het verslag van 22 december 2016, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 60.750/2 van de Raad van State, gegeven op 23 april 2017, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2014 tot regeling van de werking van de Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Op de voordracht van de Minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen, doel en toepassingsgebied*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet van 15 december 2011: het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuurseenheden;

2° de eenheid : de openbare bestuurseenheid bedoeld in artikel 2, 27°, van het decreet van 15 december 2011;

3° de entiteit : de openbare bestuurseenheid bedoeld in artikel 3, 1, 1°, van het decreet van 15 december 2011;

4° de Waalse Overheidsdienst: de Waalse Overheidsdienst, namelijk de diensten van het algemeen bestuur van het Waalse Gewest;

5° de begrotings- en financiëndiensten: de Departementen Begroting, Boekhouding en Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en communicatietechnologie van de Waalse Overheidsdienst;

6° de beheersorganen : de raad van bestuur van een organisme of, bij ontstentenis, elk ander orgaan, ongeacht de benaming ervan, die over alle noodzakelijke bevoegdheden beschikt om de opdracht of het maatschappelijk doel van dat organisme uit te voeren;

7° de horizontale structuur : het overzicht van de begrotingstabel die verwijst naar de afdelingen en onderafdelingen waarin de lijnen van genoemde tabel onderverdeeld zijn;

8° de verticale structuur : het overzicht van de begrotingstabel die verwijst naar de opdeling van de tabel in kolommen;

9° ESER: Europees stelsel van nationale en gewestelijke rekeningen, beoogd in artikel 2, 26°, van het decreet van 15 december 2011;

10° economische classificatie: classificatie van de begrotingsontvangsten en -uitgaven naar gelang van de macro-economische criteria, waarbij het Instituut voor nationale rekeningen de voor de uitvoering van zijn opdrachten nodige gegevens, zoals bepaald in artikel 108 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, kan ontvangen. Die classificatie is verenigbaar met het Europees Stelsel van Economische Rekeningen (ESR), dat de boekhoudnormen bepaalt met het oog op een coherente, betrouwbare en vergelijkbare kwantitatieve beschrijving van de economie van de Lidstaten van de Europese Unie. Ze bestaat uit numerieke codes van maximum vier cijfers en duidingen;

11° statistiek overzicht van overheidsfinanciën : het overzicht van openbare financiën door middel van statistieken, op basis van ESER, brengt de verrichtingen samen, geboekt op de verschillende lopende rekeningen, op de kapitaalsrekening en de financiële rekening van het ESER door ze te herorganiseren in de vorm van een geschikter overzicht voor de begrotingsanalyse in een enige rekening;

12° economische classificatie: de internationale classificatie van de functies van de overheidsbesturen ofte COFOG (Classification of the Fonctions of Government), uitgewerkt door de UNO, de OESO en Eurostat. Het betreft een verzameling codes met vijf cijfers.

Art. 2. De bepalingen van dit besluit strekken ertoe, de structuren die van toepassing zijn bij de uitwerking van de ontvangsten- en uitgavenbegrotingen van de openbare bestuursseenheden omschreven in artikel 3, § 1, 2° tot 4°, van het decreet van 15 december 2011, evenals de daarbij gevoegde nadere verantwoordingsregels.

De verplichtingen die van toepassing zijn op Waalse openbare bestuursseenheden bedoeld in artikel 3, § 1, 4°, c), zijn identiek, ongeacht of laatstgenoemden handelen in het kader van hun maatschappelijk doel of in opdracht van de Regering gelijkgesteld met de andere opdrachten of diensten van de betrokken eenheden.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen betreffende de tabellen en de verantwoordingen van de ontvangstenbegroting en van de uitgavenbegroting van de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen van type 1 en type 2

Afdeling 1. — De tabel van de ontvangstenbegroting

Art. 3. De tabel van de ontvangstenbegroting van de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen van type 1 en type 2 is in zijn horizontale structuur onderverdeeld in één of meerdere programma's. Elk programma stemt overeen met een specifieke activiteit zoals zij overwogen is om de opdrachten uit te voeren waarmee de administratieve dienst met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke onderneming of de instelling van type 1 of type 2 belast zijn.

De programma's worden in oplopende volgorde genummerd en elk programmanummer telt twee cijfers.

Art. 4. Elk programma omvat een titel I voor de lopende ontvangsten, een titel II voor de kapitaalontvangsten en een titel 3 voor de opbrengsten van leningen. Elke artikel is onderverdeeld in één of meerdere basisallocaties volgens de economische en de functionele classificatie. Het nummer van de basisallocatie bevat het programmanummer, de economische code, het volgnummer en de functionele code.

De economische code telt vier cijfers.

Het volgnummer telt twee cijfers. De basisallocaties worden in oplopende volgorde geklasseerd.

De functionele code telt vijf cijfers. Wanneer de toepasselijke functionele code de vijf cijfers niet bereikt, wordt er ter aanvulling een nul ingevoegd.

De inhoudelijke omschrijving van de basisallocatie bevat altijd de oorsprong van de ontvangst en de aard van de ontvangst.

De Inspectie van Financiën en de begrotings- en financiëndiensten waken over de formele toepassing van lid 5 voor wat betreft de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen van type 1.

Art. 5. De ontvangstenkredieten worden per programma, per titel en globaal voor de begroting getotaliseerd, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de lopende ontvangsten, de kapitaalontvangsten en de opbrengsten van leningen.

Art. 6. § 1. De tabel van de ontvangstenbegroting van de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen van type 1 en type 2 bestaat in zijn verticale structuur uit:

1° één kolom met in hoofdletters de initialen van de bevoegde Minister, overgenomen van de begroting van de entiteit;

2° één kolom die het programmanummer bevat;

3° één kolom die het nummer van de titel bevat;

4° één kolom die de eerste twee cijfers van de economische code van de basisallocatie bevat;

5° één kolom die de laatste twee cijfers van de economische code van de basisallocatie bevat;

6° één kolom die het volgnummer bevat;

7° één kolom die de functionele code van de basisallocatie bevat;

8° één kolom met de inhoudelijke omschrijving van de programma's en de basisallocaties.

§ 2. In het geval van een initiële begroting voor een bepaald jaar wordt er een kolom toegevoegd die de ontvangstenkredieten van de initiële begroting van dat bepaald jaar bevat.

§ 3. Voor een aangepaste begroting voor een bepaald jaar worden toegevoegd:

1° een kolom die de ontvangstenkredieten van de initiële begroting van het bepaalde jaar bevat;

2° een kolom die de aanpassingen van de ontvangstenkredieten van het bepaalde jaar bevat;

3° een kolom die de aangepaste ontvangstenkredieten van het bepaalde jaar bevat.

Betreffende 2° wordt, bij elke nieuwe begrotingsaanpassing, een nieuwe kolom toegevoegd.

Betreffende 3° zijn de aangepaste ontvangstenkredieten de som van de initiële kredieten en de kredietaanpassingen.

§ 4. In voorkomend geval kan de verticale structuur van de tabel van de ontvangstenbegroting door de Minister van Begroting gewijzigd worden om hem aan te passen aan de evoluties van de begrotingstechnische of boekhoudkundige normen.

Afdeling 2. — De tabel van de uitgavenbegroting

Art. 7. De tabel van de uitgavenbegroting van de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen van type 1 en type 2 omvat in zijn horizontale structuur een functioneel programma en één of meerdere operationele programma's. De in die twee types programma's te boeken kredieten worden als volgt geregeld:

1° de kredieten van het functionele programma zijn bestemd om de algemene werkingsuitgaven van de administratieve dienst met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke onderneming en de instellingen van type 2 te dekken;

2° de kredieten van een operationeel programma zijn bestemd voor de financiering van een activiteit of een samenhangend geheel van activiteiten zoals zij overwogen zijn om de opdrachten uit te voeren waarmee de administratieve dienst met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke onderneming of de instelling van type 1 of type 2 belast zijn.

De programma's worden in oplopende volgorde genummerd en elk programmanummer telt twee cijfers.

Art. 8. In voorkomend geval kunnen de programma's die bijdragen tot de uitvoering van een bepaalde beleidslijn van de overheid ondergebracht worden in organisatieafdelingen.

Art. 9. Elk programma omvat een titel I betreffende de lopende uitgaven en een titel II betreffende de kapitaaluitgaven

Elke titel is onderverdeeld in één of meerdere basisallocaties volgens de economische en de functionele classificatie. Het nummer van de basisallocatie bevat het programmanummer, de economische code, het volgnummer en de functionele code.

De economische code telt vier cijfers.

Het volgnummer telt twee cijfers. De basisallocaties worden in oplopende volgorde geklasseerd.

De functionele code telt vijf cijfers. Wanneer de toepasselijke functionele code de vijf cijfers niet bereikt, wordt er ter aanvulling een nul ingevoegd.

De inhoudelijke omschrijving van de basisallocatie bevat altijd de oorsprong van de uitgave, namelijk de begunstigde of de categorie begunstigten, en de aard van de ontvangst.

De Inspectie van Financiën en de begrotings- en financiëndiensten waken over de formele toepassing van lid 5 voor wat betreft de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen van type 1.

Art. 10. De vastleggings- en de vereffeningskredieten worden per organisatie-afdeling en, in voorkomend geval, per programma, voor de begroting getotaliseerd, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de lopende uitgaven en de kapitaaluitgaven.

Art. 11. § 1. De tabel van de uitgavenbegroting van de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen van type 1 en type 2 in zijn verticale structuur bestaat uit :

1° een kolom met in hoofdletters de initialen van de bevoegde Minister;

2° één kolom die het nummer van de organisatie-afdeling bevat, in voorkomend geval;

3° één kolom die het programmanummer bevat;

4° één kolom die de eerste twee cijfers van de economische code van de basisallocatie bevat;

5° één kolom die de laatste twee cijfers van de economische code van de basisallocatie bevat;

6° één kolom die het volgnummer van de basisallocatie bevat;

7° één kolom die de functionele code van de basisallocatie bevat;

8° één kolom met de inhoudelijke omschrijving van de programma's en de basisallocaties.

§ 2. In het geval van een initiële begroting voor een bepaald jaar worden volgende kolommen toegevoegd:

1° een kolom die de vastleggingskredieten van de initiële begroting van het bepaalde jaar bevat;

2° een kolom die de vereffeningskredieten van de initiële begroting van het bepaalde jaar bevat.

§ 3. In het geval van een aangepaste begroting voor een bepaald jaar worden volgende kolommen toegevoegd:

1° een kolom die de vastleggingskredieten van de initiële begroting van het bepaalde jaar bevat, met opname van de herverdelingen van de kredieten bedoeld in artikel 93 van het decreet van 15 december 2011;

2° een kolom die de vereffeningskredieten van de initiële begroting van het bepaalde jaar bevat, met opname van de herverdelingen van de kredieten bedoeld in artikel 93 van het decreet van 15 december 2011;

3° een kolom die de aanpassingen van de vastleggingskredieten van het bepaalde jaar bevat;

4° een kolom die de aanpassingen van de vereffeningskredieten van het bepaalde jaar bevat;

5° een kolom die de aangepaste vastleggingskredieten van het bepaalde jaar bevat;

6° een kolom die de aangepaste vereffeningskredieten van het bepaalde jaar bevat.

Betreffende 3° en 4° wordt, bij elke nieuwe begrotingsaanpassing, een nieuwe kolom toegevoegd.

Betreffende 5° zijn de aangepaste vastleggingskredieten de som van de initiële kredieten en de kredietaanpassingen.

Betreffende 6° zijn de aangepaste vereffeningskredieten de som van de initiële kredieten en de kredietaanpassingen.

§ 4. In voorkomend geval kan de verticale structuur van de tabel van de uitgavenbegroting door de Minister van Begroting gewijzigd worden om hem aan te passen aan de evoluties van de begrotingstechnische of boekhoudkundige normen.

Afdeling 3. — Verantwoordingen betreffende de ontvangstenbegroting en de uitgavenbegroting

Art. 12. § 1. Wat betreft de begrotingen bedoeld in de artikelen 3 en 8 wordt, in ontvangsten en in uitgave, per basisallocatie een fiche opgesteld. Voor de uitgaven bevat de fiche een deel gewijd aan de vastleggingskredieten en een deel gewijd aan de vereffeningskredieten.

In het kader van de initiële begroting bevat elke fiche minstens:

1° de inhoudelijke omschrijving, het volgnummer, de economische code en de functionele code van de basisallocatie en het nummer van de organisatie-afdeling en het nummer van het programma;

2° de wettelijke grondslag voor de ontvangst of de uitgave;

- 3° de initiële kredieten van het begrotingsjaar voorafgaand het welbepaalde begrotingsjaar;
- 4° de initiële kredieten van het welbepaalde begrotingsjaar;
- 5° een commentaar bij de raming van de initiële kredieten van het welbepaalde begrotingsjaar;
- 6° een commentaar bij de nadere vereffeningsregels inzake de thesaurie.

Het deel betreffende de vereffeningskredieten omvat het vereffeningsplan vastgesteld over vijf jaar.

In het kader van de aangepaste begroting bevat elke fiche minstens:

- 1° de inhoudelijke omschrijving, het volgnummer, de economische code en de functionele code van de basisallocatie en het nummer van de organisatie-afdeling en het nummer van het programma;
- 2° de wettelijke grondslag voor de ontvangst of de uitgave;
- 3° de initiële kredieten van het welbepaalde begrotingsjaar;
- 4° de aanpassing van de kredieten van het welbepaalde begrotingsjaar;
- 5° de aangepaste kredieten van het welbepaalde begrotingsjaar;
- 6° een commentaar bij de raming van de aangepaste kredieten van het welbepaalde begrotingsjaar.

Het deel betreffende de vereffeningskredieten omvat het vereffeningsplan vastgesteld over vijf jaar.

§ 2. De verantwoordings- en duidingsfiches worden per programma samengebracht. Elk programma wordt voorzien van een commentaar over de acties vallend onder bijhorende kredieten.

In de ontvangsten worden de programma's per titel samengebracht. In de uitgaven worden de programma's per organisatie-afdeling samengebracht. Elke organisatie-afdeling wordt voorzien van een commentaar over de acties vallend onder bijhorende kredieten.

De verzameling verantwoordings- en duidingsfiches vormt de verantwoording van de begroting van de administratieve dienst met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke onderneming en de instelling van type 1 of type 2.

De Minister van Begroting stelt in overleg met de bevoegde vakministers of de toezichthoudende Ministers, het gestandaardiseerd model en de nadere regels van de verantwoordings- en duidingsfiches vast.

§ 3. De verantwoording van de begroting wordt voorzien van een projectie, bij ongewijzigd beleid over minstens drie jaar, van de ontvangsten en de uitgaven van de administratieve dienst met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke onderneming en de instelling van type 1 of type 2.

HOOFDSTUK III. — Bepalingen betreffende de tabellen en de verantwoordingen van de ontvangstenbegroting en de uitgavenbegroting van de instellingen van type 3

Art. 13. De begroting van de instellingen van type 3 bevat de gezamenlijke verwachte ontvangsten en van de gezamenlijke verwachte uitgaven van de instelling.

De begroting mag voorgelegd worden in de vorm van ofwel :

- 1° een verwachte resultatenrekening;
- 2° een tabel vastgesteld overeenkomstig de artikelen 15 tot 20.

Art. 14. Als de instelling van type 3 zijn begroting voorlegt overeenkomstig artikel 13, lid 2, 1°, dient de verwachte resultatenrekening de gezamenlijke ontvangsten- en uitgavenverrichtingen te vermelden die betrokken zijn bij de berekening van de financieringsbehoefte van de instelling van type 3 overeenkomstig het statistiek overzicht van de openbare financiën zoals in ESER bepaald.

Voor elke lijn ontvangsten en uitgaven dient de verwachte resultatenrekening de passende economische code in vier cijfers en de passende functionele code in vijf cijfers op te geven.

Op analytisch vlak dient de verwachte resultatenrekening eveneens een opvolging van de verschillende activiteiten van de instelling van type 3 mogelijk te maken.

Art. 15. In de gevallen bedoeld in artikel 13, lid 2, 2°, wordt het deel van de begrotingstabel van de instellingen van type 3 voor de opbrengsten in zijn horizontale structuur onderverdeeld in één of meer opbrengstenrekeningen. De rekeningen kunnen in ondercategorieën samengebracht worden. Voor elke opbrengstenrekening moet de instelling de economische code, het volgnummer en de functionele code vermelden.

De economische code telt vier cijfers.

Het volgnummer telt twee cijfers. De rekeningen worden in oplopende volgorde geklasseerd.

De functionele code telt vijf cijfers.

De inhoudelijke omschrijving van de opbrengstenrekening bevat de oorsprong en de aard van de opbrengst.

Art. 16. De totalen van de bedragen van de opbrengsten worden in voorkomend geval per ondercategorie berekend, evenals globaal voor de begroting.

Art. 17. § 1. Het deel van de begrotingstabel van de instellingen van type 3 betreffende de opbrengsten bestaat in zijn verticale structuur uit:

- 1° één kolom die de eerste twee cijfers van de economische code bevat;
- 2° één kolom die de laatste twee cijfers van de economische code bevat;
- 3° één kolom die het volgnummer bevat;
- 4° één kolom die de functionele code bevat;
- 5° één kolom met de inhoudelijke omschrijving van de ondercategorieën van opbrengsten, in voorkomend geval, en van de opbrengstenrekeningen.

§ 2. In het geval van een initiële begroting voor een bepaald jaar wordt er een kolom toegevoegd die de bedragen van opbrengsten van de initiële begroting van dat bepaald jaar bevat.

§ 3. Voor een aangepaste begroting voor een bepaald jaar worden toegevoegd:

- 1° een kolom die de bedragen van opbrengsten van de initiële begroting van het bepaalde jaar bevat;
- 2° een kolom die de aanpassingen van de bedragen van opbrengsten van het bepaalde jaar bevat;
- 3° een kolom die de bedragen van aangepaste opbrengsten van het bepaalde jaar bevat.

Betreffende 2° wordt, bij elke nieuwe begrotingsaanpassing, een nieuwe kolom toegevoegd.

Betreffende 3° zijn de bedragen van aangepaste producten de som van de initiële bedragen en de aanpassingen.

Art. 18. Het deel van de begrotingstabel van de instellingen van type 3 betreffende de lasten is in zijn horizontale structuur onderverdeeld in één of meerdere lastenrekeningen. De rekeningen kunnen in ondercategorieën samengebracht worden. Voor elke lastenrekening moet de instelling de economische code, het volgnummer en de functionele code vermelden.

De economische code telt vier cijfers.

Het volgnummer telt twee cijfers. De rekeningen worden in oplopende volgorde geklasseerd.

De functionele code telt vijf cijfers.

De inhoudelijke omschrijving van de lastenrekening bevat altijd bestemming van de last, namelijk de begunstigde of de categorie begunstigden, en de aard van de ontvangst.

Art. 19. De totalen van de bedragen van de lasten worden per ondercategorie berekend, evenals globaal voor de begroting.

Art. 20. § 1. Het deel van de begrotingstabel van de instellingen van type 3 betreffende de lasten bestaat in zijn verticale structuur uit:

1° één kolom die de eerste twee cijfers van de economische code bevat;

2° één kolom die de laatste twee cijfers van de economische code bevat;

3° één kolom die het volgnummer bevat;

4° één kolom die de functionele code bevat;

5° één kolom met de inhoudelijke omschrijving van de ondercategorieën van lasten, in voorkomend geval, en van de lastenrekeningen.

§ 2. In het geval van een initiële begroting voor een bepaald jaar wordt er een kolom toegevoegd die de bedragen van lasten van de initiële begroting van dat bepaald jaar bevat.

§ 3. In het geval van een aangepaste begroting voor een bepaald jaar worden volgende kolommen toegevoegd:

1° een kolom die de bedragen van lasten van de initiële begroting van het bepaalde jaar bevat;

2° een kolom die de aanpassingen van de bedragen van lasten van het bepaalde jaar bevat;

3° een kolom die de bedragen van aangepaste lasten van het bepaalde jaar bevat.

Betreffende 2° wordt, bij elke nieuwe begrotingsaanpassing, een nieuwe kolom toegevoegd.

Betreffende 3° zijn de bedragen van aangepaste lasten de som van de initiële bedragen en de aanpassingen.

Art. 21. De beheersorganen van de instellingen van type 3 stellen een verantwoordings- en duidingsnota op als bijlage bij het ontwerp van de initiële begroting en van de aangepaste begroting.

In het kader van de initiële begroting bevat elke verantwoordings- en duidingsnota minstens:

1° de initiële bedragen van het begrotingsjaar voorafgaand het welbepaalde begrotingsjaar;

2° de initiële bedragen van het welbepaalde begrotingsjaar;

3° een gedetailleerde commentaar en de berekeningshypotheses voor de raming van de initiële bedragen van het welbepaald begrotingsjaar.

In het kader van de aangepaste begroting bevat elke verantwoordings- en duidingsnota minstens:

1° de initiële bedragen van het welbepaalde begrotingsjaar;

2° de aanpassing van de bedragen van het welbepaalde begrotingsjaar;

3° de aangepaste kredieten van het welbepaalde begrotingsjaar;

4° een gedetailleerde commentaar en de berekeningshypotheses voor de raming van de aangepaste bedragen van het welbepaald begrotingsjaar.

In het kader van zowel een initiële begroting als een aangepaste begroting bevat de verantwoordingsnota eveneens een projectie, bij ongewijzigd beleid over minstens drie jaar, van de opbrengsten en de lasten van de instelling van type 3.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 22. De bepalingen van dit besluit zijn voor het eerst van toepassing bij de uitwerking van de ontvangsten- en uitgavenbegrotingen van de eenheden bedoeld in artikel 2 voor het begrotingsjaar 2018.

Art. 23. De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 juni 2017

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Administratieve Vereenvoudiging en Energie,
C. LACROIX